

CONFRONTATIONS



EUROPE

**RAPPORT ANNUEL
D'ACTIVITÉS 2016**

Confronter les idées pour mieux construire l'Europe



Confrontations Europe est une association française, loi 1901 à but non lucratif, implantée à Paris et Bruxelles. Depuis sa création en 1992, elle est devenue un réseau européen d'envergure européenne, reconnu et apprécié qui rassemble des citoyens et des acteurs sociaux et économiques venus de différents pays de l'Union européenne, ainsi que des pays candidats et voisins, pour travailler ensemble à la consolidation de l'Europe face aux défis des mutations du monde.

La mission de Confrontations Europe tient dans son rôle de passerelle d'envergure européenne favorisant l'engagement direct de citoyens les plus diversifiés de différents pays et de créer les conditions pour leur permettre de créer une Union plus forte, leur Union. Elle vise à leur permettre de mieux comprendre le processus de décision européenne, d'apprendre à connaître, dialoguer et comprendre les autres peuples européens, se réappropriier les valeurs communes, de solidarité notamment, et leur concrétisation, pour préparer l'avenir et consolider le processus d'intégration européenne.

Ses activités sont conduites en étroite coopération avec les représentants des institutions communautaires (Commission européenne et Parlement) qui participent activement à ses 6 groupes de travail, à ses initiatives et ses publications. En résumé, Confrontations Europe est une interface d'économie politique entre la société civile et les institutions communautaires qui a l'ambition de construire une Europe compétitive, solidaire et ouverte sur le monde.

*



Depuis sa fondation en 1992, Confrontations Europe est une association d'intérêt général, pluraliste et démocratique qui informe et forme des citoyens et des acteurs d'horizons divers (secteurs industriels, territoires, universités, institutions...), de sensibilités différentes et de plusieurs pays d'Europe en vue de les mobiliser et les impliquer dans la consolidation et la refondation de l'UE.

Pour répondre à cet objectif ambitieux, elle a mis au point et renforcé au cours des années une méthodologie de travail exigeante et originale. Elle anime 6 groupes de travail gratuits, ouverts à tous, ne visant pas exclusivement des groupes spécialisés et couvrant un large éventail de politiques (Avenir de l'Union/prospective (budget, gouvernance, enjeux démocratiques, politique commerciale...), Climat-énergie-développement durable, Transformation numérique, Mutation industrielle et emploi-formation, Entreprises et sociétés durables, Investissement de long terme et finance, ..) qui travaillent en profondeur des sujets identifiés dans l'agenda communautaire pour les mettre dans le débat public en dialogue constant avec les institutions communautaires (Commission et Parlement), des citoyens des différents pays, y compris des jeunes qui ont moins d'opportunités, des territoires, les partenaires sociaux, des organismes d'éducation et de formation, des associations de citoyens et des acteurs des secteurs industriels.

Nous nous appuyons sur une méthodologie fondée sur le débat ouvert, constructif et critique, fondé sur des informations objectives et le développement de réseaux d'interaction entre citoyens et acteurs socio-économiques de différents pays afin de les impliquer activement dans l'élaboration des grands choix de politiques européennes. Nous veillons à innover pour permettre à des publics, y compris jeunes ayant moins d'opportunités et non a priori intéressés par l'Europe dans des régions et localités moins connectées, des migrants et des handicapés, de déboucher sur des contributions concrètes sur des politiques qui les concernent et de préparer activement l'avenir. Ces activités contribuent activement à combattre l'euroscepticisme et le rejet de l'autre, d'autres cultures ou minorités.

Les résultats tangibles de ces travaux sont restitués tout au long de l'année lors d'événements organisés par l'association en coopération avec ses partenaires européens de différents pays et trouvent un aboutissement lors de la conférence européenne du long terme. Le débouché est des publications et des Manifestes (en 2017, l'Appel "La société civile au coeur de la refondation de l'Europe") signés par des citoyens et des membres de la société civile européenne de différents pays et portés à la connaissance des gouvernements et responsables européens.



2016

L'idée est ici d'esquisser le sens de ce que nous avons voulu faire à travers nos initiatives (11 conférences sur l'année et 27 séminaires européens structurés en 6 groupes de travail, ouverts à tous et non réservés à des publics cibles particuliers) et nos publications (la revue trimestrielle et Interface, nos e-newsletters thématiques franco-anglaises, les ouvrages de Philippe Herzog sur l'identité européenne) et rappeler quelques messages forts.

D'abord, les conférences tenues en 2016 en amont et en aval du referendum britannique et l'élection de Donald Trump. Ces événements, combinés à la montée des populismes et aux fractures internes à l'Union sont un appel à l'action. Mais la question qui nous est posée, à chacun d'entre nous, est quelle Europe voulons-nous ?

L'année 2016 a également été une année de réflexion sur ce que nous voulons partager dans une Europe à trois cercles :

- Celui du voisinage

Comment devons-nous redéfinir nos relations avec nos voisins, dans une perspective d'intérêts stratégiques communs de long terme ?

- Celui de l'Union européenne à 27

Qu'acceptons-nous de partager dans l'Union européenne, particulièrement en ce qui concerne le Marché intérieur et les enjeux de sécurité et de défense ? Quels sont nos intérêts stratégiques européens à promouvoir et à définir ?

- Celui de la zone euro

Qu'acceptons-nous de partager au sein de la zone euro ? Le départ des Britanniques pourrait nous aider à avancer sur ce sujet mais chacun sait que les positions nationales divergent encore sur les moyens de le faire.

En résumé, quelle Europe voulons-nous ?

A propos de la divergence des positions nationales, le risque principal que pointe Confrontations Europe est celui des divergences profondes de trajectoires européennes. Confrontations a appelé à mieux articuler les visions macro et micro avec une stratégie européenne industrielle d'investissement, pour aider chaque pays à se réformer et chaque territoire à améliorer sa compétitivité. Ce combat n'est clairement pas remporté, bien qu'il soit aujourd'hui plus que jamais d'actualité.



Nos travaux sont structurés autour de trois grands axes principaux et six groupes de travail.

Les principaux axes sont centrés autour des :

- **Mutations profondes à l'œuvre**, industrielles, numérique, énergétique et de développement durable qui transforment le travail, l'entreprise et plus largement nos modes de vie en société
- **Investissements de long terme et une industrie de la finance remise en société**, avec nos Assises européennes du long terme et le groupe financement de l'économie et régulation de la finance
- **D'une Europe qui doit se réinventer**, avec des enjeux macro et de gouvernance renouvelée et surtout des enjeux éminemment démocratiques

CONFRONTATIONS EUROPE



Nos travaux sont élaborés dans le cadre de six groupes de travail ouverts à tous et mobilisant

- des citoyens de différents Etats Membres,
- des jeunes, y compris pour certains projets des jeunes non a priori intéressés par l'Europe et ayant moins d'opportunités sur des territoires moins connectés
- des femmes,
- des acteurs sociaux, économiques, environnementaux de différents secteurs et pays
- des territoires : régions et villes européennes,
- en dialogue avec des décideurs européens (Commission européenne, Parlement européen, représentants d'Etats Membres)



Groupe « Investissement humain et Mutations industrielles »

2016 a été l'année de l'achèvement d'un cycle de 18 mois mené avec des partenaires de 5 pays de l'UE (Allemagne, Italie, Grèce, Pologne, Suède) et de la Turquie, et disséminé dans 15 pays de l'Union sur la question du **dialogue social et de sa place face au défi des transitions à la fois numérique et environnementale**. Il a été noté que le dialogue social possède une place particulière en Europe, qu'il joue un rôle particulier dans ces transitions, mais qu'il souffre néanmoins énormément depuis le début de la crise, et qu'il est donc primordial de le refonder dans un cadre européen.

Le Projet « relations industrielles face aux défis de l'emploi » conduit sur six pays européens (Allemagne, France, Grèce, Italie, Pologne, Suède) et un pays de l'accèsion (Turquie) a permis de consolider et/ou de nouer de nombreux **partenariats de travail avec plus de 15 pays européens**, comprenant notamment les principaux partenaires sociaux, think tanks et/ou régions de ces différents pays :

- Allemagne (DGB, BDI/BDA, SHS Stiftung de Peter Hartz, Bertelsmann Stiftung),
- Italie (CGIL, la région Emilie-Romagne, la Fondation Astrid),
- Pologne (Solidarnosc, ...),
- Suède (Svenskt Näringsliv, LO, Goteborg Business Region),
- Turquie (Tusiad, Tisk, Disk, ...),
- sans oublier l'échelon européen (IndustriAll European Trade Union, Eurelectric, Insurance Europe, la CES, BusinessEurope, ETUI...).

Ces travaux ont mobilisé de nombreux citoyens de différents pays européens qui ont participé aux restitutions dans les différents pays qui ont suivi la conférence finale organisée à Bruxelles en novembre 2015.

Les résultats et enseignements de ce projet (Rapport sur les relations industrielles publié en français et en anglais et Synthèse de 6 pages publiée en 11 langues) **ont été disséminés dans 15 pays européens.**

Ce projet de 18 mois bénéficie du soutien de la DG emploi de la Commission européenne (sur appel d'offres).



Extension aux jeunes non a priori intéressés par l'Europe et ayant moins d'opportunités aux niveaux régional et local

Par ailleurs, **Confrontations Europe a mobilisé et activement impliqué une centaine de jeunes non a priori intéressés par l'Europe et ayant moins d'opportunités aux niveaux régional et local.** Après Sarcelles et Bondy en 2015, elle s'est également centrée plus particulièrement sur la région Hauts de France, quartiers de Lille et de Roubaix marqués par un fort taux de chômage, un fort **euroscpticisme et la montée du populisme et de l'extrémisme** au sein des populations.

Confrontations Europe a capitalisé sur ses travaux précédents portant sur **l'insertion professionnelle de jeunes ayant moins d'opportunités en Europe** dans ce cadre d'un nouveau projet **aux niveaux régional et local** pour impliquer les jeunes sur des projets concrets qui les concernent directement et sur lesquels l'Europe agit.

Nous nous sommes appuyés sur *une trentaine de partenaires* de Lille et Roubaix (Missions locales, Centres de formation des apprentis, écoles de la 2e chance, lycées technologiques et professionnels, Mairies, associations de jeunes : AFEV, Petits Débrouillards,...) et une centaine de *jeunes non a priori intéressés par l'Europe et qui n'ont normalement pas la parole* : apprentis, créateurs d'entreprises, étudiants, lycéens, chômeurs...

Nous avons recouru à des méthodes de travail innovantes. Deux séminaires interactifs à Lille et Roubaix mobilisant chaque fois une cinquantaine de jeunes, des entreprises, des décideurs européens, puis une conférence à Lille en décembre, où les jeunes ont d'abord pris la parole pour permettre des remontées d'expériences des obstacles rencontrés dans leurs parcours d'insertion professionnelle et/ou de mobilité en Europe. Une série de propositions ont été formulées par les jeunes, massivement disséminées auprès des décideurs nationaux et européens. Elles ont donné lieu à de nombreuses interactions avec les décideurs européens et nationaux (courriers de la Commissaire européenne à l'emploi, audition par la ministre du travail française, audition par la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, nouvelles rencontres avec les jeunes et les partenaires à la demande de députés européens, demande d'interviews radios française et belge, interview TV sur Xerfi Canal TV...), mais aussi auprès d'une large gamme de citoyens et de jeunes diversifiés : à travers les réseaux sociaux et les vidéos réalisées avec les jeunes.



Ce groupe de travail « Investissement humain et Mutations industrielles » s'est surtout intéressé aux effets des mutations industrielles qui bouleversent les systèmes productifs européens, notamment ceux résultant de la transition vers une économie bas carbone.

Dans une première réunion, les participants se sont penchés, entre autres, sur les liens pouvant exister entre les dynamiques d'innovation technologique et cette transition indispensable des systèmes de production. De la même façon, ils se sont interrogés sur les conditions qu'il était nécessaire de réunir pour permettre de passer d'un système de production qui est uniquement linéaire à un système de production circulaire, au travers du cas du recyclage des déchets plastiques.

A noter également la tenue du premier **comité de pilotage du nouveau groupe d'étude « l'entreprise durable »**, qui a été créé et qui formalise l'engagement de Confrontations Europe de réinscrire ces mutations industrielles dans un cadre à la fois de durabilité (de long terme), de responsabilité, et associant l'ensemble des parties prenantes.

C'est finalement à une réinvention du modèle européen que nous invite ce groupe de travail.

Le groupe de travail « Climat et Energie »

Le groupe a commencé son activité en 2016 avec une réunion consacrée à l'analyse de l'Accord de Paris qui venait d'être signé, en décembre 2015, dans le cadre de la Conférence internationale sur le climat à Paris.

Il s'agit à la fois d'un accord ambitieux, parce qu'il demande beaucoup d'efforts à la plupart des pays du monde, d'un accord original par sa structure, et d'un accord qui semble fragile puisqu'il repose sur la bonne volonté de chaque Etat.

Un regard a ensuite été porté sur les trajectoires énergétiques déjà suivies par un certain nombre de pays au sein de l'Union européenne. En effet, les objectifs pour 2020 auxquels avait abouti la conférence de Copenhague en 2009 ont été analysés, ainsi que leur application dans un groupe de cinq pays.

Ces objectifs sont regroupés sous trois thèmes :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Amélioration de l'efficacité énergétique
- Augmentation de la part des énergies renouvelables

La poursuite de ces objectifs est compliquée car une politique en faveur de l'un peut retentir sur le deuxième ou le troisième : les interactions sont très difficiles à gérer. Le groupe de travail a noté *une grande diversité de situations au sein des pays membres en raison de leurs différentes caractéristiques culturelles et historiques*, mais aussi en raison de leur possession conséquente ou non de ressources naturelles : la situation d'un pays comme la Suède, qui dispose d'hydro-électricité et de bois, n'est pas comparable à la situation de la République Tchèque.

Le quatrième et dernier séminaire, qui se tenait à Paris, était consacré à l'efficacité énergétique. Les participants se sont demandés dans quelle mesure, en réduisant les consommations de chacun, il était possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans le secteur des transports, qui n'a pas fait preuve d'efforts particulièrement remarquables jusqu'à présent.

Ce dernier séminaire s'est conclu avec le sentiment que *les différentes politiques nationales affaiblissent les rendements que devrait tirer l'Union européenne de ses efforts en la matière puisqu'elles restent encore très fragmentées* et diverses, révélant parfois l'application de différentes fiscalités et règles au niveau national.

Chaque séminaire a bénéficié de l'apport d'intervenants de haut niveau et de l'implication active de trente à cinquante participants très diversifiés de différents pays, des citoyens mais aussi des spécialistes de haut vol.

Le groupe « Numérique »



Le groupe a tenu en 2016 un colloque à Bruxelles, au Comité économique et social européen qui a rassemblé plus de 300 personnes de plus de 8 pays européens autour du thème de « l'innovation à l'ère du numérique ».

Le groupe de travail implique activement des citoyens de différents pays, des jeunes, des chercheurs, des représentants de syndicats, des professionnels de toute une gamme de secteurs d'activités.

Il cherche à guider le régulateur pour lui donner des pistes de réflexion. L'objectif est également de connaître le rôle de l'Union européenne pour accompagner cette transformation numérique, ainsi que celui de ses institutions dans une régulation qui est à redéfinir. Ces objectifs s'inscrivent dans un contexte où la distinction de rôles entre le niveau national et le niveau européen n'est pas encore définie, et où **la participation des citoyens des différents pays et des acteurs les plus concernés est requise, dans la mesure où ce qui est en jeu, ce sont des choix de société !**

Il a poursuivi ses études sectorielles de la transformation digitale en analysant le secteur de l'assurance. Il a accompagné la réflexion sur l'enjeu des plateformes digitales et des communs.

La réflexion menée par le groupe de travail s'est articulée autour de trois axes de réflexion :

- La dimension réglementaire : comment fait-on évoluer le droit à l'ère du numérique (droit du travail, droit de la concurrence, protection des données personnelles, propriété intellectuelle etc) ?
- La dimension de politique industrielle : quelle nouvelle forme prend la politique industrielle à l'ère du numérique ?
- La dimension sociale

Ses travaux ont permis de déboucher sur la **publication de 50 recommandations à destination des pouvoirs publics européens**. Trois grandes priorités d'action ont été détaillées. La première concerne **l'investissement dans le capital humain** : s'assurer que les compétences numériques soient incluses dans les programmes d'éducation et de formation, développer des nouveaux outils pédagogiques comme les *MOOCS*, promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie au travers notamment de nouvelles méthodes de formation incluant le numérique (*e-learning, blended learning...*) et parvenir à passer d'une gestion des emplois à une gestion des compétences notamment grâce à l'usage d'outils numériques de prospective et d'analyse sont des recommandations faites pour moderniser notre système éducatif et de formation. Mais l'enrichissement du capital humain en Europe



passé aussi par l'accueil de nouveaux talents (adoption d'un « *European Start-up Visa* ») et par l'extension du programme Erasmus entrepreneurs à l'international

La seconde priorité vise à **renforcer la compétitivité européenne par la numérisation de l'industrie**. Pour cela, créer un véritable marché commun unifié en poursuivant les efforts d'harmonisation fiscale en Europe et la simplification administrative initiée dans le cadre de *Better Regulation* mais aussi en facilitant la croissance des start-ups en Europe en créant un statut d'entreprise innovante européenne reste un impératif. En s'inspirant du succès des initiatives du type « industrie 4.0 » en Allemagne, l'Europe gagnerait à porter une véritable ambition stratégique catalysant les initiatives privées, favorisant les démarches de coopération et d'alliances, définissant une feuille de route avec des chantiers-clés. L'enjeu des données est au cœur de cette nouvelle politique industrielle, confrontations soutient la création d'une agence européenne des données.

Enfin, la troisième priorité vise à **soutenir le développement des écosystèmes d'innovation**. Soutenir la consolidation et la mise en réseau de pôles d'innovation européens thématiques rassemblant différents types d'acteurs et favoriser l'échange des bonnes pratiques au niveau européen est un impératif. De même, il n'y a pas d'innovation sans système de financement adéquat : l'UE doit favoriser la création d'un marché boursier européen (dans des secteurs d'intérêt stratégiques européens tels que la cybersécurité par exemple), et développer un marché européen pour les sorties d'entreprises afin de donner confiance aux investisseurs, en favorisant le rachat de start-ups européennes et en encourageant des introductions en bourse. Enfin, nous soutenons un droit à l'expérimentation européen en ligne avec le principe d'innovation promu par la Commission européenne.



Le groupe « Financement de l'économie »

Le groupe a présenté, durant l'année 2016, une trajectoire cohérente en continuant à beaucoup s'intéresser aux initiatives que prend la Commission européenne tant dans le domaine de la régulation que dans d'autres, comme par exemple celui de l'union des marchés de capitaux.

Les objectifs de ce groupe de travail sont de diagnostiquer, éclairer et éventuellement être porteur de positions à la Commission européenne.

Le groupe de travail s'articule autour de deux piliers que sont la régulation et le financement de l'économie, par rapport aux institutions européennes. Par exemple, un travail a été réalisé sur l'explication du plan Juncker qui représente le début d'une prise de conscience politique de l'importance du sujet de l'investissement de long terme dans lequel Confrontations Europe est très impliqué depuis 2010. De plus, au début de la mandature actuelle, la Caisse des Dépôts a demandé à Confrontations Europe de l'aider à lancer un intergroupe parlementaire sur l'investissement de long terme, ce qui a été accompli.

Le groupe « Financement de l'économie » a pris quelques initiatives importantes, en soulignant, par exemple, l'importance d'un superviseur pour l'union des marchés des capitaux lorsque l'ESMA en avait fait la proposition. Assez rapidement, Confrontations Europe a organisé une réunion qui a donné lieu à des prises de positions différentes. Aujourd'hui, ce sujet est à l'ordre du jour, comme il est possible de le remarquer dans la revue des autorités de supervision.

Le groupe de travail s'est aussi impliqué dans le produit pan européen d'épargne-retraite individuelle. C'était une réflexion qu'a lancée la Commission, car elle voulait à la fois défragmenter les possibilités d'investissement, et permettre la mobilité des gens travaillant dans toute l'Europe.

Le groupe de travail alimente les réflexions sur les partenariats publics – privés et autres sujets qui sont dans l'actualité.

Les douze réunions qui ont été menées se répartissent sur le financement de l'économie, la fiscalité, le rôle pivot de la banque européenne d'investissement, les amendements portés à Solvabilité II, et le financement des infrastructures par les assurances. Le comité de pilotage s'est également réuni à plusieurs reprises sur l'investissement de long terme et a reçu Martin Merlin de la DG FISMA (Direction générale de la stabilité financière des marchés de capitaux) sur la révision de directives sur les besoins en capitaux des banques de la Commission.

Avenir de l'Union



Ces travaux combinent différentes méthodologies :

- des conférences-débats mobilisant largement à Paris et Bruxelles mais aussi sur les territoires régionaux et locaux une large gamme de citoyens de différents pays européens de manière très interactive dans les débats et l'élaboration de contributions concrètes aux politiques publiques européennes (voir plus loin la liste des conférences réalisées en 2011)
- des interactions nourries sur le fond avec nos partenaires structurés de nombreux autres pays européens (total de 18 pays) : think tanks, partenaires sociaux, régions, villes, organisations de la société civile, organisations professionnelles, associations, regroupements de citoyens, jeunes... qui se traduisent par des contributions concrètes dans nos publications ou celles d'autres partenaires, des manifestes ou appels, des position papers, des initiatives (débats, séminaires, conférences, tables-rondes,...) communes, des projets jeunes et/ou une valorisation et communication conjointe...
- le groupe conjoncture et prospectives (voir ci-dessous)

Le groupe « Conjoncture et Prospectives », qui prend la suite du groupe « Crise » qui avait été créé par Philippe Herzog en 2008-2009 pour analyser les conséquences de la crise.

Deux objectifs principaux ont été suivis lors de ce chantier :

- L'analyse de la conjoncture macro-économique, qui est le sous-jacent d'un grand nombre de politiques au niveau de l'Union européenne.

Cela signifie analyser les politiques monétaire et budgétaire, et s'intéresser en profondeur au débat sur cette Europe des trois cercles, c'est-à-dire s'interroger sur le renforcement de notre zone euro tout en ne négligeant pas nos coopérations au sein de l'Union européenne à 27. Ce groupe de travail a étudié la manière d'articuler et d'enchevêtrer ces différents niveaux de souveraineté afin de répartir les compétences. Cette année fut notamment marquée par l'étrange phénomène des taux d'intérêt très bas. Anomalie historique et conceptuelle : les banques doivent payer pour garder du *cash* au lieu de le prêter. La BCE espère réanimer ainsi le crédit et faire redémarrer l'économie. L'intention était louable : éviter des scénarios catastrophes dignes de 1929. Et le besoin est toujours là. Mais la demande ne redémarre pas, ce que traduit une inflation qui demeure basse. La politique monétaire manque donc sa cible de 1,5% et les indicateurs d'inflation à horizon de 5 ans restent en baisse. Ces mesures sont-elles efficaces ? La question se pose. L'anticipation d'une inflation basse par les agents économiques témoigne t-elle d'un phénomène de stagnation séculaire en Europe ? Comment sortir de cette situation atypique ? Première conséquence majeure de ce contexte d'usage des taux négatifs : la physionomie du système



financier européen est profondément remise en question. C'est tout d'abord le secteur bancaire qui est impacté par l'environnement de taux bas et l'aplatissement de la courbe des taux. Autre secteur sérieusement impacté en raison de cette pression forte sur la rentabilité : l'assurance, en particulier l'assurance-vie. Les bilans de ces assureurs sont soumis à de fortes « *duration mismatches* ». Autrement dit : les clients cherchent des engagements sur des périodes longues (préparation de leur retraite) mais les assureurs ne sont plus en mesure de leur proposer des taux suffisamment attractifs à long terme.

Autre conséquence de la conjoncture : on constate de fortes vulnérabilités du système financier international. Premier constat, sur lequel insiste Natacha Valla¹, l'essentiel des flux mondiaux ont changé. L'endettement en volume de dettes dans le monde est extrême : la dette des pays émergents est supérieure à la dette des pays avancés d'avant 2007. On peut s'inquiéter de la capacité des acteurs à absorber ces liquidités : quelle est la résilience du système ?

La seconde inquiétude concerne la détérioration des conditions de crédit doublé d'un risque de change.

Enfin, dernier point d'incertitude au niveau international : la gestion délicate par la Banque centrale américaine de la sortie de sa politique accommodante. Certains prônent une augmentation des taux tandis que d'autres appellent à la vigilance face à la fragilité internationale. Ces derniers estiment que les États-Unis n'ont plus la capacité d'agir unilatéralement, et que les conséquences de leurs actes sur la sphère internationale, pourraient *in fine* se répercuter sur leur propre économie. C'est, en soi, un nouveau symptôme de vulnérabilité de l'économie mondiale.

Les taux négatifs posent également problème pour évaluer correctement les actifs. Il induit notamment des difficultés pour utiliser le taux d'actualisation des valeurs économiques futures (il est le « prix fictif » retenu pour actualiser les coûts et bénéfices futurs²). Dans le contexte actuel, ce taux est élevé et par conséquent, il défavorise les investissements à long terme ! Or, dans le contexte de réflexion accrue sur notre potentiel de croissance et sur les défis du 21^{ème} au rang desquels figure le changement climatique, les besoins en investissements de long terme sont considérables.

Comment alors relancer l'investissement ? Certains économistes comme Michel Aglietta en appellent à la mise en place d'un emprunteur public en dernier ressort pour générer une impulsion nécessaire à l'entraînement des investissements privés. Cette action doit être conçue au niveau européen, pour éviter les dispersions nationales.

1 "International Financial Flows in the New Normal: Key Patterns (and Why We Should Care)", Matthieu Bussière, Julia Schmidt & Natacha Valla, CEPII Policy Brief, Mars 2016

² On le calcul par la formule $1/(1+r)^t$ avec r taux de dépréciation du futur et t le temps



- **L'analyse de la croissance économique, mais aussi et surtout des échanges et réflexions sur le mode de développement économique, social, environnemental que nous Européens aimerions voir advenir pour notre continent sur la base de nos spécificités européennes et valeurs partagées**

Le mode de développement est souvent remis en question en Europe : on parle d'une croissance faible, on s'interroge sur le PIB, le ralentissement de la productivité. Ce groupe cherche à analyser la manière dont évoluent notre mode développement et la mesure de la productivité, notamment au regard de la révolution technologique, en entremêlant des vues d'économistes, mais aussi de chefs d'entreprise.

Aujourd'hui, dans un contexte où la stagnation séculaire menace l'Union européenne, c'est la croissance même qui se retrouve au coeur des débats. Le modèle de développement dans lequel évoluent la France et plus globalement l'Union européenne est régulièrement remis en cause. Il est évalué comme ne répondant plus aux attentes centrales des citoyens en matière de plein emploi, de systèmes sociaux efficaces et financés, d'économie durable et soutenable...

Certaines limites - et dès lors critiques adressées - au PIB sont objectivement identifiées, d'autres relèvent de positionnements idéologiques et politiques. La mesure du PIB est contestée. Faut-il « jeter le bébé avec l'eau du bain » ou enrichir cette notion et la compléter par d'autres indicateurs ? Comment corriger les externalités ? Comment mesurer ce qui n'est pas ou imparfaitement monétisé - comme c'est le cas de nombreux services notamment ? L'usage du PIB comme référentiel unique des niveaux de vie de la population et de la richesse des nations comporte deux limites majeures. La première est qu'il y a des problèmes de mesures avérés en matière de flux. La seconde limite est qu'il ne mesure que le capital matériel dont les contreparties sont des droits de propriété. L'information sur les autres ressources productives, naturelles, humaines, immatérielles, n'est pas intégrée dans la comptabilité. Piloter le long terme au travers du seul prisme du PIB est donc indéniablement insuffisant et biaisé. Il faut établir une comptabilité patrimoniale - prenant en compte le capital naturel, le capital humain, le capital immatériel. On pourrait, par extension, imaginer deux corollaires. L'un consisterait à reconnaître le rôle différent que les entreprises sont appelées à jouer : cela implique de repenser leur rôle comme acteur d'une société durable et de ce fait, de reconstruire leur comptabilité. Il s'agirait, ensuite, d'améliorer les référentiels de l'économie publique : le bien-être social n'est pas l'agrégation des préférences individuelles.

La productivité est anémique : comment l'expliquer ? Une première discussion consiste à mettre en avant des déficiences en termes de mesure. Une seconde controverse touche au changement de nature du progrès technologique. Les nouvelles technologies se répandent Abondamment, toutefois elles ne se sont pas encore traduites par une accélération durable des gains de productivité. Pourquoi ? Le débat fait rage, en particulier aux États-Unis entre les partisans de Robert Gordon, et les techno-optimistes dans la lignée d'Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee.



Selon Philippe Aghion, l'innovation fonctionne aujourd'hui peut-être davantage qu'avant comme un passage à niveau, ce qui expliquerait l'absence de gain global de productivité. Avec de plus en plus de données sous forme numérique, il devient possible de développer des biens et des services radicalement nouveaux. Mais c'est la combinaison des services et des biens

qui permet d'accéder aux gains de productivité futurs. « *Sans révolution des usages, il n'y a pas de croissance* », rappelle Michel Aglietta. « *On ne s'est pour l'instant pas encore approprié cette révolution technologique car elle reposerait sur une combinaison hommes-machines* » selon Lawrence Summers, et non sur une substitution. Ce chantier nourrit également un ensemble de réflexions portant sur les investissements de long terme, sur le Brexit, etc.



2016 en chiffres :

- 11 conférences citoyennes
 - 27 séminaires européens structurés en 6 groupes de travail ouverts
 - 2^{ème} édition des Assises européennes du long terme
 - 4 revues trimestrielles de référence
 - Et de multiples autres publications : Interfaces, Ouvrages de notre président fondateur Philippe HERZOG, notamment sur l'identité européenne
 - Des partenariats régionaux et européens renforcés
-
- De nouvelles technologies qui contribuent aussi à rajeunir et diversifier notre réseau : plus de 60% des internautes sur notre site ont moins de 34 ans et plus des trois quart moins de 44 ans
-
- Les réseaux sociaux et les vidéos tournées par les jeunes eux-mêmes y contribuent également fortement!



Conférences

Ces conférences couvrent un très large éventail d'enjeux européens : des valeurs partagées et enjeux d'identité et de renouveau démocratique, les enjeux de prise en main de leur destin par les jeunes générations, les défis communs que nous avons à relever (mutations, fragmentation, mutualisation des investissements de long terme pour préparer l'avenir, et notamment dans les femmes et les hommes, transformations de nos modes de développement et du capitalisme...)

Elles visent à la fois à éduquer/former un large éventail de citoyens diversifiés et d'acteurs de différents pays à l'Europe, la manière dont les décisions sont prises, les enjeux et politiques publiques européennes, mais aussi à organiser des retours d'expériences de terrain avec des contributions concrètes à l'amélioration des politiques publiques européennes qui permettent de construire sur les critiques constructives pour justement permettre une Union plus forte, responsable et solidaire entre Européens (et avec nos voisins et partenaires)

Janvier 2016 :

5 janvier à Paris : [Comité de parrainage de Confrontations Europe](#) (200 personnes)
Le comité de parrainage de Confrontations Europe s'est réuni autour de **Sir Peter Ricketts**, Ambassadeur du Royaume-Uni, et **Michel Barnier**, ancien Commissaire européen avec la participation de Philippe Herzog, président fondateur et Marcel Grignard, président de Confrontations Europe à la Maison de l'Europe de Paris.

28 janvier à Paris : [Présentation du livre "Identité et valeurs : quel combat ?" de Philippe Herzog](#)

Mars 2016 :

11 mars 2016 à Sarcelles: Rencontre avec les jeunes de l'IUT de Cergy Pontoise – antenne de Sarcelles, et de la mission locale de Sarcelles (une cinquantaine de jeunes non a priori intéressés par l'Europe, et ayant moins d'opportunités)
[L'Europe et vos projets : la parole aux jeunes!](#)

15 mars 2016 à Bordeaux : Forum avec les acteurs régionaux sur la déclinaison du Plan Juncker
[L'Europe et vos projets d'investissement](#)

Avril 2016 :



21 avril 2016 à Bruxelles : Conférence européenne au Comité économique et social européen

[Innovater à l'ère numérique : Réinventer notre économie](#)

Mai 2016 :

17 mai 2016 à Paris : [Assemblée générale de Confrontations Europe](#)

Juin 2016 :

15 juin 2016 à Bruxelles : Conférence européenne

[Assises Européennes du long terme – 2ème édition](#)

Octobre 2016 :

3 octobre 2016 à Paris : Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, est intervenu à la Maison de l'Europe de Paris

[L'identité de l'Europe, un enjeu politique](#)

Novembre 2016 :

28 novembre 2016 à Paris : Confrontations Europe organise une conférence européenne au Conseil économique, social et environnemental, sur

[Quel rapport à l'Europe suite au référendum britannique ?](#)

Décembre 2016 :

5 décembre à Bruxelles : Conférence européenne organisée avec différents partenaires européens au Conseil économique et social européen

[Vers une économie collaborative équitable et participative : le rôle et la place des plateformes coopératives](#)

6 décembre à Lille : Conférence organisée au Conseil régional Hauts-de-France sur

[Emploi des jeunes : que peut faire l'Europe ?](#)

(une centaine de jeunes non a priori intéressés par l'Europe, et ayant moins d'opportunités)



Séminaires

La liste des séminaires est ici en français, nombre d'entre eux se sont tenus en anglais, parfois avec traductions dans d'autres langues (turc par exemple)

Janvier 2016 :

12 janvier à Paris : Séminaire du groupe « financement de l'économie »
[Le rôle de l'ESMA, autorité européenne de supervision des marchés financiers](#)

18 janvier à Paris : Réunion du groupe « conjoncture et prospective »
[Le PIB et au-delà](#)

19 janvier à Paris : Séminaire du groupe « Economie numérique »
[Assurance à l'ère Numérique : quels nouveaux enjeux?](#)

27 janvier à Bruxelles : Séminaire du groupe « financement de l'économie »
[Les partenariats public-privé dans le cadre de l'investissement de long terme](#)

Février 2016 :

2 février à Bruxelles : séminaire du groupe de travail « Marché du travail » sur les
[Relations industrielles en Turquie](#)

18 février à Paris : Séminaire du groupe « Transition énergétique » sur
[Les enseignements de la COP 21 et les perspectives d'action pour le climat](#)

Mars 2016 :

1^{er} mars 2016 à Bruxelles: séminaire du Groupe « Financement de l'économie »
[Les avancées de la coordination des politiques fiscales en Europe](#)

16 mars 2016 à Bruxelles : séminaire du Groupe « Financement de l'économie »
[Produit de retraite personnelle paneuropéen : un long chemin ?](#)

22 mars 2016 à Paris : séminaire organisé par Confrontations Europe sur
[La philosophie de la politique de la concurrence menée actuellement par la Commission Européenne](#)

30 mars 2016 à Paris : séminaire du groupe « Conjoncture et prospective »
[2016 : Conjoncture insolite ? Réinventer la politique macroéconomique en zone euro](#)

Avril 2016 :

13 avril 2016 à Bruxelles : séminaire du comité de pilotage restreint de suivi des investissements de long terme

[Le rôle pivot de la Banque Européenne d'Investissement](#)

18 avril 2016 à Bruxelles: séminaire du Groupe « Financement de l'économie »

[Classes d'actifs d'infrastructures et Solvabilité II : où en est-on ?](#)

Septembre 2016 :

21 septembre 2016 à Paris : le groupe « Financement de l'économie » s'est réuni en comité de rédaction pour préparer une publication sur [Solvabilité II](#).

21 septembre 2016 à Bruxelles : le groupe de travail « Transition énergétique » s'est réuni sur le sujet

[Politique Climatique Européenne : Quelles trajectoires de transition énergétique ?](#)

Octobre 2016 :

12 octobre 2016 à Bruxelles : séminaire du groupe « Financement de l'économie » autour de [Martin Merlin, directeur de la direction D, DG FISMA, Commission européenne](#)

18 octobre 2016 à Bruxelles : réunion du comité de suivi de l'investissement de long terme autour d'Olivier GUERSENT, Philippe HERZOG, Philippe MAYSTADT et Dominique de CRAYENCOUR, sur cet agenda en trois points :

- Echange d'informations sur la prolongation du Plan Juncker et ses ajustements potentiels,
- Articulation entre la négociation Brexit et la CMU,
- Apport possible de Confrontations Europe.

18 octobre 2016 à Bruxelles : le groupe de travail « Transition énergétique » s'est réuni sur le sujet

[Politique Climatique Européenne : Quelles trajectoires de transition énergétique ?](#)

18 octobre 2016 à Lille : Rencontre avec des jeunes de mission locale, de l'E2C, de l'AFEV sur les questions de mobilité européenne, d'insertion professionnelle et de citoyenneté européenne.

[Qu'est-ce que l'Europe peut apporter aux jeunes?](#)

Novembre 2016 :

8 novembre 2016 à Bruxelles : Confrontations Europe organise un séminaire européen [Mobilité durable et révolution\(s\) industrielle\(s\) : le cas de l'automobile](#)

16 novembre 2016 à Bruxelles : Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, interviendra sur [L'identité de l'Europe, un enjeu politique](#)

17 novembre 2016 à Roubaix : Rencontre avec des jeunes de mission locale, de l'E2C, de l'AFEV sur les questions de mobilité européenne, d'insertion professionnelle et de citoyenneté européenne.

[Qu'est-ce que l'Europe peut apporter aux jeunes?](#)

(une cinquantaine de jeunes non a priori intéressés par l'Europe, et ayant moins d'opportunités, aux niveaux régional et local)

18 novembre 2016 à Paris : Confrontations Europe organise un séminaire sur [Le rôle et la place des mutuelles de santé dans la solidarité nationale et l'innovation sociale](#)

23 novembre à Bruxelles : séminaire du groupe « Marché du travail »
[Relancer le dialogue social en Europe](#)

23 novembre à Bruxelles : séminaire du groupe « Transition énergétique »
[La part de l'efficacité énergétique dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030](#)

24 novembre 2016 à Paris : Le groupe « Conjoncture et prospective » se réunit sur le sujet [Le ralentissement de la productivité](#)

30 novembre 2016 : Rencontre avec des jeunes de mission locale, de l'E2C, de l'AFEV et l'assistant parlementaire Jean-Gabriel Audebert sur la [citoyenneté européenne](#) au CRIJ de Lille.

Décembre 2016 :

Réunion numérique :

[Innovater à l'ère numérique : quelle place pour l'Open innovation ?](#)

PUBLICATIONS

Confrontations Europe propose à ses adhérents et sur son site Internet un certain nombre de publications.

° **La Revue**, une publication trimestrielle, qui propose de décryptages de l'actualité européenne et internationale et donne la parole à un ensemble d'auteurs d'horizons très

CONFRONTATIONS EUROPE



divers : des experts, des fonctionnaires européens ou provenant des administrations nationales, des acteurs du monde privé, des syndicalistes, des citoyens engagés dans des organisations de la société civile...



° **Interface**, une newsletter diffusée en français et en anglais, qui aborde de manière globale et approfondie une thématique donnée. A travers Interface, Confrontations Europe formule des recommandations à l'attention des décideurs européens.



° **Des synthèses et executive summaries**, rédigés à l'issue de séminaires menés par les groupes de travail (qui sont au nombre de 6) et son accessible aux adhérents.

- Une série de recommandations portées auprès des décideurs européens et massivement disséminées dans le débat public européen:

Recommandations pour le Dialogue social en Europe
<http://confrontations.org/wp-content/uploads/2016/07/interface-104-nos-recommandations.pdf>

Emploi des jeunes : l'Europe peut-elle aider ?
<http://confrontations.org/wp-content/uploads/2017/02/Hear-my-voice-2016-Propositions-des-jeunes-2016.pdf>



<http://confrontations.org/wp-content/uploads/2017/02/Synthèse-des-propositions.pdf>

Innover à l'ère numérique

<http://confrontations.org/wp-content/uploads/2016/07/interface-numerique-recommandations.pdf>

Appel aux porteurs de projets aux niveaux régional et local:
Acteurs, mobilisez-vous ! Le Plan Juncker finance vos projets

<http://confrontations.org/wp-content/uploads/2016/05/2016-04-Appel-Plan-Juncker-suite-forum-Bordeaux.pdf>

A noter que cette liste est loin d'être exhaustive

➤ **Des auditions auprès de décideurs européens et nationaux**

Ainsi par exemple, suite à la publication des recommandations sur l'emploi des jeunes formulées par les jeunes eux-mêmes,

- Rencontres avec les jeunes et les partenaires à la demande de députés européens
- Demande d'intervention dans le cadre des Assises européennes du Long Terme du Vice Président Jyrki Katainen, à sa demande
- Audition par la ministre du travail française
- Audition par la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale
- Intervention de la déléguée générale lors de la conférence des 30 ans d'Erasmus + à Strasbourg à la demande de l'Agence Erasmus +

➤ **Des vidéos tournées par les jeunes eux-mêmes**

Voir série de 4 vidéos

<http://confrontations.org/non-classe/temoignages-emploi-des-jeunes-vidéos>

- **Des interviews dans les médias (Tribunes, radios...) qui ont un rayonnement aux niveaux régional et local dans plusieurs pays européens**

CONFRONTATIONS EUROPE



Ainsi par exemple de l'interview hebdomadaire de Confrontations Europe sur RCF Bruxelles le mercredi, reconduite à la rentrée 2017 pour toute la Belgique le mardi à 17h45 sur le décryptage des enjeux européens

FINANCEMENT

Le bilan de Confrontations Europe, le compte de résultat et les annexes, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes sont disponibles sur notre site Internet. En amont de la certification par un commissaire aux comptes, nos comptes sont audités par KPMG.

➤ **Un budget d'un million d'euros**

L'année 2016 a marqué la deuxième année de redressement de l'équilibre financier de Confrontations Europe et a permis de dégager **un excédent de 76 961 euros** pour un **total de ressources de 1064 980 euros et un total de dépenses de 988 018 euros.**

La répartition par objet des grandes catégories de dépenses se présente comme suit :

1. les salaires et charges (596 000 euros, soit 63,7% des dépenses) se décomposent en
 - 72,5% pour les travaux de fond de Confrontations Europe, lesquels ne font pas appel à des chercheurs non-permanents ou ad hoc, mais reposent du personnel permanent.
 - 14,2% pour la communication
 - 13,3% pour l'administratif
2. L'immobilier (103 000 euros, soit 11%) comprend
 - nos bureaux à Paris, localisés au 227, boulevard saint germain
 - et notre bureau de Bruxelles, situés rue du Luxembourg 19-21
3. L'équipement (y compris amortissement) se monte à 41 000 euros, soit 4,5% des dépenses
4. Les publications s'élèvent à 91 500 euros, soit 10% des dépenses
5. les événements (plus de 60 initiatives) à 43 000 euros, soit 3,5% des dépenses
6. les frais de déplacement à 14 000 euros soit 1,5%
7. les frais de comptabilité, social et commissaire aux comptes à 25 000 euros, soit 2,7%
8. les frais administratifs à 21 000 euros, soit 2,2%

➤ **Des contributions volontaires de plus de 400 000 euros**

Les contributions volontaires (bénévoles, mises à dispositions de salles, auteurs...) sont évaluées à 416 000 euros.

➤ **Des ressources provenant à plus de 78% du privé**

L'essentiel de nos ressources provient du privé, à hauteur de 78.4% : entreprises, syndicats, fédérations professionnelles, territoires, adhérents individuels.



Aucun des donateurs personnes physiques ou morales ne représente 5% ou plus du budget annuel global de l'association.

La liste des adhérents collectifs (personnes morales privées) de Confrontations Europe est disponible en ligne sur le site Internet de Confrontations Europe dans la catégorie « Partenaires ».

Leurs identités précises sont précisées : entreprises, syndicats, fondations, associations, fédérations...

Tous les financements des personnes morales privées sont des adhésions, sauf lorsqu'il s'agit de fondation, auquel cas, la nature du financement est un don.

➤ **Une transparence de la grille d'adhésions individuelles et collectives**

Le montant des adhésions individuelles (personnes physiques) est fixé pour l'année par l'Assemblée générale à 120€. Il est ramené à 60€ pour les personnes privées d'activité professionnelle et à 30€ pour les étudiants. Le montant d'abonnement annuel à Confrontations Europe, La Revue (trimestrielle), séparé de l'adhésion (c'est une obligation légale) est de 30€/an.

Le montant des adhésions collectives (personnes morales) est voté par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'Administration, qui fixe le montant de référence et le montant minimum pour les quatre catégories d'acteurs ci-dessous :

€HT / an	REFERENCE	MINIMUM
ENTREPRISES	25000	10000
COLLECTIVITES TERRITORIALES	25000	5000
FEDERATIONS	25000	1000
PETITES STRUCTURES	5000	1000

➤ **Les sources de financement public représentaient 21.6 % en 2016**

CONFRONTATIONS EUROPE



Elles sont toutes obtenues sur appel à projets en compétition avec de nombreuses autres organisations nationales et/ou européennes.

Ce sont : la DG Emploi de la Commission européenne (55 000 euros en 2016 pour le projet Dialogue social en Europe) et la Représentation Permanente de la Commission européenne en France (projets jeunes, 20 000 euros et 20 000 euros), ainsi que le gouvernement français (ministère des affaires européennes, projet réfugiés, jeunes, 60 ans du traité de Rome, série de séminaires numériques...50 000 euros, et 25 000 euros).